

# Les trains à l'arrêt hier à Alger

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4040 - Mercredi 7 décembre 2016 - Prix : 10 DA

Réforme de la retraite

L'intersyndicale gèle son mouvement de protestation

Page 3

Le directeur de l'Enacta au sujet des accidents de la circulation

## Les agences d'expertise de véhicules pointées du doigt

Page 2

Protester et laisser faire

Par Mohamed Habili

**F**ini le temps où pour que les bombardements et les combats s'arrêtent dans Alep, le camp mené par la Russie n'exigeait qu'une seule chose, à savoir l'évacuation de l'est de la ville par les groupes également estampillés terroristes par les Etats-Unis. Maintenant en plus du Front Nosra, dont le changement de nom décidément n'aura servi à rien, ce sont tous les rebelles, qu'on estime tout de même à des milliers (il y en aurait à peu près autant à Mossoul du côté de Daech), qui doivent quitter la ville, porteurs de leurs seules armes individuelles, comme cela s'était déjà passé à d'autres endroits en Syrie. La dernière tentative au sein du Conseil de sécurité, à l'initiative de l'Egypte notamment, de faire bénéficier la rébellion toutes tendances confondues d'une trêve d'une semaine, que ses composantes auraient sûrement mises à profit pour se réorganiser, a buté sur le double veto russe et chinois. Russes et Syriens, et leurs alliés, tiennent déjà la victoire dans Alep ; ils ne laisseront personne la leur arracher des mains sous un prétexte ou sous un autre. Ils savent de savoir certain, qui plus est, que si les Américains les accusent de tous les crimes, ils ne feront rien cependant qui puisse ne serait-ce que retarder le retour de la grande ville du nord dans le giron de l'Etat syrien.

Suite en page 3

Ould Abbès continue l'audition des mouhafedhs du parti

## Grand nettoyage attendu avant les prochaines élections



Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, continue la série d'auditions des mouhafedhs et secrétaires des commissions provisoires au niveau du siège central du parti. Jusqu'à hier, plus de 80 mouhafedhs sur les 120 existants ont été reçus par le patron du vieux parti, dont ceux représentant les wilayas de Annaba, El Tarf, Skikda, Tlemcen, Benisaf et autres. Page 3

Nouveau texte adopté par le gouvernement

### La production et le commerce du café balisés

Page 4

Consulat général d'Algérie à New York

### Projection du film «Le puits» de Lotfi Bouchouchi

Page 13



Le directeur de l'Enacta au sujet des accidents de la circulation

## Les agences d'expertise de véhicules pointées du doigt

■ L'absence, dans beaucoup de cas, du contrôle technique des véhicules mis en circulation dans notre pays est à l'origine, pour un grand pourcentage, d'accidents mortels. Le directeur de l'Etablissement national de contrôle technique (Enacta), Abdallah Laghrieb, impute cette situation à la «complaisance» dont font parfois preuve certaines agences chargées de cette opération.

Par Louiza Aït Ramdane

Les accidents routiers sont fréquents et nombre d'entre eux sont mortels. Sans compter les accidents dus à un taux élevé d'alcool, le fait d'utiliser le téléphone au volant, ou la vitesse excessive, il y a aussi les accidents causés par des défaillances techniques et la vétusté des véhicules. Invité, hier, de la rédaction de la Chaîne III, de la Radio nationale, le directeur de l'Etablissement national de contrôle technique (Enacta), Abdallah Laghrieb, indique que la «complaisance» dont font parfois preuve certaines agences chargées de cette opération sont la cause de cette situation de défaillance dans le contrôle. A cet effet, il fait état de la fermeture de 33 agences de contrôle technique pour s'être adonnées à des expertises indulgentes et à des PV d'avertissement à 87 autres pour les mêmes raisons.

Cependant, il indique qu'aujourd'hui son organisme a réussi à faire procéder à l'immobilisation de 5 000 véhicules présentant un danger pour le trafic routier, dont le retrait de la circulation attend, dit-il, d'être confirmé par les pouvoirs publics. La solution à ces pratiques, selon l'interlocuteur, est



PH/D. R.

le recours à des techniques d'équipements informatisés. Il dira qu'afin de mettre un terme à ces types de pratiques, l'Enacta va, à partir de 2017, s'attacher à

réduire l'intervention humaine dans les opérations de contrôle des automobiles, en commençant à imposer aux agences des équipements informatisés, autre-

ment plus fiables. L'une des mesures, ajoute-t-il, va consister à uniformiser les équipements de contrôle technique représentés par pas moins de 12

marques différentes. Le directeur de l'Enacta signale, en outre, que celui-ci va s'impliquer dans l'installation et le suivi, sur les gros véhicules de transport de personnes et de marchandises, de systèmes de contrôle de la vitesse et du temps de conduite (tachygraphes), pour aider à diminuer les accidents dont ils sont souvent responsables.

Pour réduire l'hécatombe routière, il faut une observation de la rigueur dans la réglementation, la sanction, la sensibilisation, l'amélioration de l'état des infrastructures... Mais cela doit aussi s'accompagner d'un contrôle rigoureux et de veiller à dénicher toute tricherie de la part des agences de contrôle. Car, malencontreusement, ces tricheries sont souvent volontairement encouragées par un grand nombre d'usagers soumettant leurs véhicules au contrôle. Des véhicules en état de véritable épave continuent de circuler sur nos routes.

Cette réalité a été reconnue par le directeur de l'Etablissement national de contrôle technique (Enacta), Abdallah Laghrieb, qui insiste sur une certaine indulgence et «complaisance» dans le contrôle des véhicules.

L. A. R.

## Journée de protestation devant le siège de la SNTF Les trains à l'arrêt hier à Alger

Le trafic ferroviaire était à l'arrêt durant la journée d'hier à Alger. Tous les citoyens ayant l'habitude de voyager par train ont été contraints d'opter pour un autre moyen de transport. La cause : une journée de protestation a été organisée par les cheminots devant le siège de la SNTF pour protester contre la décision du DG concernant un conflit interne les opposant à la Fédération nationale des cheminots. Les usagers se sont vu obliger de rebrousser chemin en raison de la grève à la gare ferroviaire d'Agha, à Alger. Ils n'étaient pas au courant car aucun préavis de grève n'a été déposé auprès de la Société nationale des chemins de fer (SNTF) prévenant ainsi d'une éventuelle paralysie des trains. A ce propos, il est à rappeler que le conflit qui subsiste depuis deux ans, opposant la Fédération nationale des cheminots et les travailleurs du train, porte sur la classification des dossiers de postes de travail et celui des déroulements de carrière. Par conséquent, le DG de

la SNTF, pour satisfaire les revendications de tous les fonctionnaires de l'entreprise, suite à la création d'une commission provisoire englobant les syndicats de l'entreprise, a signé la convention proposée par ces derniers et représentée majoritairement par la Fédération nationale des cheminots. Une décision rejetée catégoriquement par les travailleurs du train, puisque pour eux le contenu des revendications a été modifié et détourné à d'autres fins par quelques membres de la FNC. Pour tenter d'en savoir plus, nous nous sommes rendus sur place afin de nous enquêter de la situation. Interrogé sur la question, Aziz Amar, inspecteur adjoint des trains de la région d'Alger et secrétaire général de la section de gestion du personnel d'encadrement des trains, n'a pas manqué d'exprimer sa contestation quant à la décision du DG de la SNTF, Bendjabelah Yacine. «Ce conflit dure depuis deux années. Pourquoi ? Parce qu'il y a toujours eu un problème de classement des dossiers de

postes de travailleurs à régler. Nous avons soumis ces revendications au DG de l'entreprise qui s'est engagé à régler le problème mais à condition de créer une Fédération nationale des cheminots qui représentera l'ensemble des travailleurs. Car il ne pouvait pas donner suite à tous les besoins de la section syndicale. Suite à cela, une commission provisoire a vu le jour pour représenter tous les travailleurs et la fédération nationale a été créée. Du côté de la société, un bureau d'études a été chargé d'étudier nos revendications. Néanmoins, en cours de route, quatre ou cinq membres ont détourné le problème des classements des dossiers de poste pour proposer celui du déroulement de carrière. Un problème qui ne concerne qu'une minorité. Résultat : une anarchie totale sévit à l'intérieur de l'entreprise car suite à cela un ingénieur est moins gradé qu'une femme de ménage», a-t-il expliqué. En outre, il faut savoir que des indemnités ont été attribuées à une partie seulement des travailleurs, notam-

ment ceux de la Fédération nationale des cheminots.

### Le représentant de la FNC satisfait de la décision du DG

De leur côté, ayant pris également leur avis pour plus d'éclairage sur le conflit, le secrétaire général de la FNC, Ladjan Ahmed, nous a donné un autre point de vue sur la question. «Nous sommes en train de fêter un événement positif pour les travailleurs de la société. Car suite à plusieurs grèves portant sur le déroulement de carrière, nous avons enfin obtenu gain cause. Le DG a donné une suite favorable à la revendication de 250 syndicats représentant plus de 1 300 cheminots dans 33 wilayas à travers le territoire national. Après avoir convié tous les travailleurs à débattre sur la question, les prolétaires d'aujourd'hui, c'est-à-dire les conducteurs de locomotive, n'ont pas voulu participer et ont carrément refusé nos doléances soumises à la direc-

tion. Ils se prennent pour des cadres supérieurs. Nous n'avons fait que nous battre pour les minorités lésées jusqu'ici. Et voilà le résultat : nous avons arraché des compensations pour la masse salariale qui jusqu'ici a été oubliée», a-t-il souligné. Par ailleurs, nous nous sommes présentés à la direction générale de la SNTF dans le but de nous entretenir directement avec le DG, auquel incombe le fait de se prononcer sur la situation en tant que premier responsable de l'entreprise, ce dernier n'a pas voulu recevoir la presse ainsi que plusieurs médias audiovisuels, prétextant une réunion. Rappelons, à ce sujet, que la SNTF est connue pour son manque de communication, notamment en période de grève. En attendant la suite des événements, il est clair que c'est l'utilisateur qui est toujours pénalisé dans ce genre de situation.

Yacine Djadel



Ould Abbès continue l'audition des mouhafedhs du parti

# Grand nettoyage attendu avant les prochaines élections

■ Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, continue la série d'auditions des mouhafedhs et secrétaires des commissions provisoires au niveau du siège central du parti. Jusqu'à hier, plus de 80 mouhafedhs sur les 120 existants ont été reçus par le patron du vieux parti, dont ceux représentant les wilayas de Annaba, El Tarf, Skikda, Tlemcen, Benisaf et autres.

Par Nacera C.

De nouvelles rencontres individuelles en présence des membres du bureau politique sont attendues pour aujourd'hui, et ce, avant la clôture jeudi prochain. Les auditions d'hier ont été consacrées aux mouhafedhs de Grand Sud, notamment ceux de Ain Guezzam, Béchar, Timimoun et autres, auxquels le SG du FLN a consacré trois heures d'écoute, selon un communiqué diffusé sur le site officiel du parti. La journée de lundi a connu la présentation d'exposés sur la situation organique et politique des mouhafadhas de chaque wilaya, notamment concernant l'adhésion des militants, les biens et la situation partisane des structures, présentés par les secrétaires des commissions de transition des mouhafadhas.

Samedi dernier, Ould Abbès avait déclaré, en marge de sa rencontre avec le groupe parlementaire de son parti au Conseil de la nation, que jusqu'à jeudi prochain il aura reçu les 120 responsables de mouhafadhas à l'échelle nationale. Le SG du FLN reçoit 14 à 17 mouhafedhs par jour, ne cachant pas qu'il y a une situation difficile au niveau de ses structures locales, mais se montre optimiste pour régler les différents problèmes constatés.

A son arrivé à la tête du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès a maintenu la nou-



Ph/D.R.

velle carte des mouhafadhas mise en place par son prédécesseur, Amar Saadani, qui avait créé de nouvelles mouhafadhas dans le cadre du projet portant nouveau découpage administratif, ce qui a fait que le nombre des mouhafadhas est passé de 56 à 120. Cette stratégie de Saadani n'a pas été soutenue par ses opposants, dont le groupe Belayat, mais il s'avère aujourd'hui qu'il y a des problèmes au niveau de ces structures du vieux parti.

Il est à noter qu'à l'époque de Amar Saadani et Abdelaziz Belkhadem et bien avant, on n'a pas entendu parler de ce genre d'auditions. Selon les connaisseurs des affaires du parti, cette activité remonte à 1988, ce qui explique probablement le cumul des problèmes sachant que le parti est passé par plusieurs

crises dont celle de 2003 qui a laissé des séquelles. Par ailleurs, les enjeux des prochaines élections législatives et leur relation avec les présidentielles de 2019 imposent à Ould Abbès de prendre les choses en main. Selon des sources partisans, il n'est pas écarté que le nouveau secrétaire général du FLN opte pour le changement dans les rangs des mouhafedhs pour imposer une certaine discipline, tout en sachant leur rôle important dans la mobilisation pour les échéances électorales de 2017, à savoir les législatives en avril prochain et les élections locales (Assemblées de commune et Assemblées de wilaya) probablement en octobre 2017. Hier, des informations circulaient sur l'écartement de plusieurs mouhafedhs, dont celui de Tamanrasset, alors qu'on

parle d'autres mouhafedhs qui ont eux-mêmes jeté l'éponge à cause de différents problèmes. Mais rien d'officiel n'est encore annoncé. Selon le *Soir d'Algérie*, les premières sanctions sont déjà tombées à travers le changement de mouhafedhs d'Oran. «L'ancien ministre des Relations avec le Parlement, Mahi Khellil, a été désigné comme nouveau mouhafedh d'Oran», selon la même source.

Dimanche, 14 mouhafedhs ont été auditionnés, dont ceux de Cherchell, Blida, Boufarik, Theniat El had, Djelfa, Laghouat et autres. Jusqu'à hier, Ould Abbès aurait reçu plus de 60 mouhafedhs, en attendant la clôture de l'opération jeudi prochain. Depuis son arrivée à la tête de l'ex-parti unique, Ould Abbès a annoncé ses priorités pour les prochaines échéances électorales. Il a commencé par la réconciliation avec les opposants et cadres en colère tels que Abdelaziz Ziari et Mohamed Seghir Kara, Kassa Aissi, Ayachi Daadoua et autres. Cette démarche semble porter ses fruits mais le courant ne passe toujours pas entre Ould Abbès et l'ancien secrétaire général du parti, Abdelaziz Belkhadem. Maintenant, Ould Abbès s'attaque à la situation organique avant la conférence nationale que compte organiser le parti le 21 décembre au niveau de la wilaya de Boumerdès. Cette manifestation sera consacrée au débat autour des prochaines élections. N. C.

Réforme de la retraite

## L'intersyndicale gèle son mouvement de protestation

Après deux mois de bras de fer avec le gouvernement et la démonstration de force menée par les syndicats autonomes, et ce, en observant des grèves cycliques de trois jours par semaine en tentant d'organiser un rassemblement malgré la répression des services de police, les membres de l'intersyndicale ont décidé de geler leur mouvement de protestation. Lors d'une réunion tenue à Alger, pour examiner la décision du président Bouteflika portant maintien de la retraite anticipée jusqu'à 2019, l'intersyndicale a décidé de ne pas pénaliser les élèves. Visiblement, le déroulement des examens de décembre et les vacances scolaires qui interviendront juste après ont dissuadé les syndicats de ne rien faire avant janvier. Toutefois, une rencontre est prévue pour le 7 janvier prochain afin de déci-

der de la suite à donner au mouvement de protestation initié depuis septembre dernier pour revendiquer l'annulation du projet de loi sur la retraite. Des actions «plus radicales» seront envisagées, selon un communiqué de l'intersyndicale. Plusieurs options seront à l'ordre du jour, à savoir une grève illimitée, des actions de rue ou des grèves renouvelables. Au cours d'une réunion à huis clos en présence de représentants des syndicats autonomes de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Administration publique, des vétérinaires, des travailleurs de Sonelgaz et de la Formation professionnelle et des syndicats des imams et des postiers, l'intersyndicale a décidé, selon le communiqué, de «tenir le 7 janvier 2017 une séance de travail pour arrêter le calendrier du mouvement de protestation», soulignant sa

détermination à «poursuivre le mouvement sous forme de sit-in, de grèves, de rassemblements, de marches...». Elle a appelé également «le président de la République à intervenir pour faire annuler le nouveau texte de loi et associer les syndicats autonomes au débat des projets de lois afférents au monde du travail». L'intersyndicale a réitéré son refus du contenu de la loi sur la retraite même après adoption par le Conseil de la nation, dénonçant, à ce propos, les pratiques «arbitraires» qu'a connues récemment le mouvement. Entre autres revendications des syndicats autonomes figurent notamment le maintien de la retraite proportionnelle sans condition d'âge, sa participation à l'élaboration du code du travail et la préservation du pouvoir d'achat en vertu de la loi de finances 2017. Douze syndicats auto-

nomes relevant des différents secteurs de la Fonction publique avaient entamé une grève cyclique de trois jours les 21, 22 et 23 novembre derniers puis les 27, 28 et 29 du même mois après celle observée les 17 et 18 octobre derniers pour la reconduire les 24 et 25 du même mois. Les syndicalistes dénoncent par la même occasion les «procédés d'un autre âge», utilisés par des éléments de certains corps constitués pour «intimider» les grévistes à travers la mention des coordonnées et autres indications personnelles des grévistes dans certaines administrations. Pour rappel, le Président Bouteflika a proposé un sursis de deux ans avant l'entrée en vigueur de ce texte controversé, portant suppression de la retraite anticipée.

Meriem Benchaouia

### LA QUESTION DU JOUR

#### Protester et laisser faire

suite de la page Une

Il se doutait de plus encore, en particulier que les Américains en dépit de leur indignation ne sont pas si mécontents de voir une rébellion qui n'a jamais voulu se démarquer de ses fractions les moins fréquentables perdre une bataille décisive. L'un des arguments mis en avant par la Russie pour repousser la trêve est que celle-ci tombe mal à propos, étant donné que des négociations sont en cours avec les Etats-Unis sur l'évacuation d'Alep est par l'ensemble des groupes qui s'y trouvent encore. Pourquoi en effet proposer un cessez-le-feu de quelques jours quand c'est un arrêt définitif des combats qui est à l'ordre des jours des négociations entre les deux superpuissances ? Même la France et la Grande-Bretagne, qui à un certain moment ne demandaient qu'à rééditer leurs exploits libyens en Syrie, ont mis un bémol à leurs protestations, faisant déjà contre mauvaise fortune bon cœur. Au fond, un accord qui permettrait aux « rebelles » de leurs ressortissants de retourner dans leurs pays ne leur dit rien de bon. Ils préféreraient de loin ne plus avoir à se faire des soucis à leur sujet. Ils n'iraient pas pour cela jusqu'à aider les Syriens à les liquider, mais ils se garderaient bien de rien faire de concret qui ait pour effet de les gêner dans ce travail. Et encore n'est-ce là que ce qui est apparent. Dans le secret, Français et Britanniques sont peut-être bien en collaboration avec les Syriens qu'on ne serait porté à le croire. Ils auraient bien voulu faire subir à Bachar Al Assad le même sort qu'à Kaddafi, mais comme cela n'a pas pu se faire, autant vaut pour eux que la guerre syrienne, cette guerre mondiale dans un seul pays, se termine entièrement en Syrie, ce qui implique qu'aucun de leurs compatriotes djihadistes ne s'en retourne chez lui. Leurs forces spéciales devraient être depuis un certain temps déjà très absorbées dans la tâche consistant à repérer leurs compatriotes ayant rejoint la « rébellion » pour faire en sorte qu'ils y restent à jamais. Or ce n'est pas là le seul bénéfice à tirer de la victoire de Damas. Il y en a un deuxième, qui lui concerne le flux de réfugiés, qui en cas de victoire syrienne devra non seulement se tarir mais s'inverser. Voilà donc au moins deux bonnes raisons pour que les deux pays occidentaux les plus anti-régime syrien de se réjouir de sa victoire contre tout ce qu'eux-mêmes avaient tramé contre lui, mais vainement.

M. H.



Nouveau texte adopté par le gouvernement

# La production et le commerce du café balisés

■ Les dispositions de ce règlement autorisent, pour les cafés torréfiés, décaféinés ou non, certaines opérations comme le mélange de cafés d'espèces (Arabica et Robusta) ou de provenances différentes (Vietnam, Indonésie, Inde...).

Par Lamine H.

Elles autorisent également le mélange des cafés avec les succédanés ainsi que le mélange d'extrait de café et de succédanés à condition que la dénomination du produit ne contienne pas le mot «café»... Le gouvernement a adopté récemment un décret exécutif encadrant la production et la commercialisation du café, a appris l'APS auprès des responsables du ministère du Commerce. Ce texte concerne exclusivement le café «torrefacto», c'est-à-dire le café moulu où l'ajout du sucre est toléré. Ces nouvelles mesures interviennent suite aux résultats d'une enquête menée par le ministère du Commerce qui a révélé plusieurs infractions dans la production et la commercialisation du café dont la présence du sucre dans le café moulu et le non-respect des proportions de



P.W.D. R.

sucre ajouté dans le produit Torrefacto, expliquent les mêmes responsables. Ainsi, ce décret exécutif, qui porte sur les caractéristiques de ce type de café ainsi que les conditions et modalités de sa mise à la consommation, fixe à 3% au maximum, au lieu de 5% jusqu'à maintenant, les proportions tolérées en sucre ou en caramel ou en amidon dans la composition du café torréfié au sucre, précise la même source. Abrogeant le décret 92-30 relatif aux spécifications et à la présentation des cafés, le nouveau texte interdit clairement la torréfaction du café vert avec du sucre ajouté et fixe sa teneur en

eau ou en humidité à un taux inférieur à 12,5%. Les dispositions de ce règlement autorisent, pour les cafés torréfiés, décaféinés ou non, certaines opérations comme le mélange de cafés d'espèces (Arabica et Robusta) ou de provenances différentes (Vietnam, Indonésie, Inde...). Elles autorisent également le mélange des cafés avec les succédanés ainsi que le mélange d'extrait de café et de succédanés à condition que la dénomination du produit ne contienne pas le mot «café» et que celui-ci figure uniquement dans la partie composition de l'emballage. Il s'agit également de l'autorisa-

tion d'enrober les graines de café avec une matière inoffensive, non hygroscopique, à condition que la nature d'enrobage et sa proportion soient mentionnées sur l'emballage. Les opérateurs doivent, selon le même décret, fixer des valeurs indicatives ou les taux tolérés pour la substance toxique «acrylamide» pour réduire le taux d'exposition à cette substance. Ils doivent également prendre en charge les nouvelles gammes de cafés ou les dérivés de café tels que le café décaféiné, café soluble, café instantané, café aromatisé, café moulu aux épices et les extraits de café. Le texte prévoit

l'extension du champ d'application des cafés qui couvrira, ainsi, à l'avenir toute dénomination contenant soit le mot café, soit un dérivé de ce mot, soit le mot d'une espèce ou d'une variété de ces espèces. Il réserve la dénomination café sans qualification au café torréfié, et café-boisson obtenu à partir d'eau potable et du café torréfié. Les intervenants dans le processus de mise à la consommation du café doivent se conformer aux dispositions de ce décret dans un délai de six mois à compter de sa date de publication au *Journal officiel*. L. H./APS

Foncier industriel non exploité à Béjaïa

## Plus de 20 ha récupérés et l'opération se poursuit

L'offensive du wali de Béjaïa pour booster l'investissement continue avec des mesures et des décisions fermes qui consistent à éliminer les obstacles d'ordre bureaucratique et un assainissement de situations très confuses. Pour ce faire, le foncier industriel non exploité sera récupéré. L'opération a déjà commencé et pas moins de 18 hectares l'ont été, dont 8 ha dans la zone d'activité de la municipalité d'El-Kseur et 10 ha dans la zone d'activité de Taharacht, dans la commune d'Akbou. Les indus investisseurs ont été mis en demeure, mais en vain, et l'agence foncière de Béjaïa est passée à l'action, apprend-on. L'opération se poursuivra. Pour cela, une commission mixte est mise en place et est sur le terrain ces derniers jours, notamment à la zone industrielle de Toudja, pour faire le constat et agir contre ces investisseurs indécis. Ces derniers ne seront sans doute pas convoqués pour se justifier puisqu'ils ont déjà été avertis sur l'exploitation du foncier acquis et le retard accusé dans le lancement des projets pour lesquels les assiettes de terrain leur ont été octroyées. Le wali a confirmé la récupération de poches de foncier

lors d'une rencontre avec les investisseurs de la daïra de Béjaïa (Oued-Ghir, Béjaïa et Tala Hamza), tenue ces trois derniers jours au Campus Aboudaou. Il semble que cette décision soit justifiée par le fait que pas moins de 226 investisseurs n'ont pas encore lancé leurs projets un peu partout dans les zones d'activités de la wilaya. Il arrive que les blocages d'ordre bureaucratique soient à l'origine de cette situation, et parfois les

investisseurs eux-mêmes sont dans l'incapacité de mener leurs projets à terme ou même de les entamer par manque de formation, de volonté, de financement, etc. C'est le cas d'un investisseur, en l'occurrence Mahmoud Laloui, dont le projet de création d'une unité de conservation de produits agricoles est bloqué depuis 1992 à cause d'un document qui n'est censé même pas exister apparemment. «Nous avons reçu des ins-

tructions fermes sur la récupération du foncier destiné à l'investissement industriel non exploité, ceci conformément aux clauses d'attribution contenues dans le cahier des charges», a déclaré le wali. «Si l'investisseur n'a pas respecté le délai de lancement de son projet, l'assiette foncière qui lui a été attribuée lui sera ôtée», a affirmé Ouled Salah Zitouni. La relance de l'investissement productif, notamment dans les secteurs de l'indus-

trie, du tourisme, de l'environnement, des transports, est désormais la priorité du gouvernement qui cherche coûte que coûte à diversifier l'économie du pays et s'éloigner un tant soit peu de la dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière. Pour cela, tout est mis en œuvre pour encourager les investissements qui constitueraient une plus-value.

Hocine Cherfa

Tizi Ouzou

## Réception de 34 structures de jeunesse et de sports en 2017

La direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Tizi Ouzou a, dans un communiqué rendu public hier, rappelé que 24 structures de jeunesse et de sports ont été mises en service durant l'année 2016 pour répondre aux revendications et doléances des populations de la région. Tout en reconnaissant que «le déficit multidimensionnel a été accentué par les conséquences négatives engendrées par les événements qu'a connus la wilaya de Tizi-Ouzou lors de la dernière décennie», les «pouvoirs publics n'ont ménagé aucun effort pour

engager un plan de redressement visant à combler ledit déficit». Pour l'année prochaine, toujours selon la DJS de Tizi Ouzou, il sera question de la réception de pas moins de 34 autres projets dont le très attendu stade 50 000 places couvertes à Boukhalfa. De l'état détaillé des projets mis en service en 2016 et ceux réceptionnés en 2017, il ressort, selon la DJS de Tizi Ouzou, qu'un budget de plus de 50 milliards de dinars sera consacré pour la ces structures en réalisation dans la wilaya de Tizi Ouzou.



Hamid M.



## Industrie

# Le groupe Gica se lance dans la production du ciment pétrolier

■ Le groupe public de ciment (Gica) est en phase de certification de sa production en ciment pétrolier en prévision du lancement, pour la première fois en Algérie, de la fabrication de ce type de matériau, a indiqué son P-dg, Rabah Guessoum, dans un entretien à l'APS.

Par Amel B.

**C**e groupe public avait signé en 2015 un protocole d'accord avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour pouvoir identifier, avec la collaboration de Sonatrach, les caractéristiques techniques de ce ciment qui est totalement importé par le secteur pétrolier. Sous forme d'échantillon, 300 tonnes de ce ciment ont été produites en novembre dernier avant d'être remises à Sonatrach pour opérer des tests. « Cette quantité a été testée sur un puits pétrolier et les résultats sont très satisfaisants. Nous avons reçu des attestations de conformité de laboratoires de recherches étrangers qui travaillent avec Sonatrach », affirme le même responsable. A l'issue de cette phase, ce cimentier public est passé à celle de la certification avant de lancer prochainement sa production régulière au niveau de ses unités de production, sachant que la demande nationale est de 300 000 tonnes/an. Estimant que ce groupe dispose des capacités pour répondre à toute la demande nationale en ciment pétrolier,



Ph. > D. R.

M. Guessoum fait savoir que ce matériau spécifique sera produit par une des lignes de la cimenterie d'Aïn El K'bira (Sétif) pour en fournir à Sonatrach, comme il sera également proposé aux sociétés pétrolières étrangères activant en Algérie.

## L'objectif d'autosuffisance en ciment réalisable dès 2017

Quant à l'ambition de l'Algérie d'atteindre une autosuffisance

en ciment toutes catégories dès 2017, le même responsable considère que c'est un objectif réalisable avec les capacités de production des secteurs public et privé.

Concernant Gica, les quantités produites ont augmenté à près de 10,2 millions de tonnes (Mt) à fin octobre 2016 contre 9,8 Mt un an plus tôt, soit une hausse annuelle de 4%. Sur l'année 2015, la production du ciment par cette société s'était établie à 12,1 Mt pour une capacité instal-

lée de 11,5 Mt. Selon ses estimations, les douze cimenteries de ce groupe devraient clôturer l'année 2016 avec une production supérieure à 12,1 Mt. Cependant, le groupe n'a pas réalisé de nouvelles usines en 2016 mais a investi un montant de 88,3 milliards DA pour la réalisation de nouvelles lignes de production dans les usines existantes ainsi que dans leur maintenance et entretien : « Gica a investi pour optimiser ses capacités déjà installées grâce aux

nouvelles technologies d'exploitation », assure-t-il. Sur l'année 2017, il table sur une production de 13,2 Mt grâce à l'entrée en production de la deuxième ligne de production de la cimenterie d'Aïn El Kebira.

S'agissant de ses projets de cimenteries de Béchar (1 Mt) et d'Oum El Bouaghi (2 Mt) dont les contrats ont déjà été signés et les travaux de réalisation entamés, ils devraient être réceptionnés dès fin 2018 pour entrer en production en début 2019. Concernant les extensions, la production de la cimenterie d'Aïn Kebira, dont les travaux de la nouvelle ligne de production sont achevés, triplera pour passer d'un MT actuellement à 3 MT d'ici début 2017, tandis que celle de Zahana (Mascara) sera également dotée d'une nouvelle ligne de production de 1,5 MT, actuellement en cours de d'installation, et qui devrait être réceptionnée fin 2018. Celle de Chlef devra doubler en passant de 2 à 4 MT annuellement, précise le premier responsable. Ainsi, les capacités de production du groupe devraient atteindre les 20 Mt d'ici à 2019 contre 12 Mt actuellement. La combinaison de ces capacités de production avec celles du secteur privé devrait permettre d'atteindre 25 Mt de ciment en 2017 pour une demande nationale de 24,5 Mt. Actuellement, l'Algérie dispose de 14 cimenteries publiques et privées d'une capacité de production globale de près de 19,5 MT/an alors que la demande est de 24,5 MT annuellement, soit un déficit de 5 MT qui est comblé par les importations. Mais l'autre défi à relever est celui de la diversification de l'offre, selon M. Guessoum qui fait savoir que le groupe a entrepris une étude du marché pour identifier minutieusement tous les types de ciment demandés pour les produire localement, sachant que la plupart des cimenteries du pays fabriquent actuellement un seul type de ciment appelé « ciment 42,5 » alors qu'il existe 27 types de ciment à travers le monde. Interrogé sur les prix de vente du ciment, le même responsable relève que ceux appliqués par Gica sont maintenus au même niveau, et ce, même si sur le marché, certains opérateurs privés ont augmenté les leurs de 20%.

« Gica est un opérateur public. Il doit être le régulateur de marché, donc les prix sont maintenus. Et nous veillons à baisser les charges pour une production à moindre coût afin de ne pas pénaliser le consommateur », assure-t-il. **A. B./APS**

Selon le P-DG de la Société de distribution de l'électricité et du gaz

## Les Algériens doivent changer leur mode de consommation énergétique

**L**e président-directeur général (P-DG) de la Société de distribution d'électricité et de gaz du Centre (SDC), Redouane Yacine Reda, a appelé, à partir de Blida, les Algériens à changer leur mode de consommation énergétique en adoptant des réflexes positifs et simples vis-à-vis de l'électricité et du gaz. « Les Algériens consomment excessivement d'électricité et de gaz, causant un gaspillage de leur argent et, partant, de l'économie de leur pays », a estimé Yacine Reda, en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation électrique et du gaz. Il a souligné l'impératif pour le citoyen de « prendre conscience que la production d'électricité est coûteuse et

qu'il est de son devoir de rationaliser son usage, en adoptant les conseils et instructions qui lui sont donnés par la Sonelgaz, tout au long de l'année ». Le P-DG de la SDC a signalé, à cet effet, que la société compte désormais accompagner les factures de consommation de guides et brochures englobant une panoplie d'instructions simples permettant d'éviter des frais supplémentaires, tant aux ménages qu'au Trésor public, qui engage des sommes colossales dans la production de cette énergie. Il a cité parmi ces instructions, la nécessité, pour les ménages, d'utiliser les ampoules économiques, qui consomment 4 fois moins d'énergie que les ampoules ordinaires, tout en veillant à éteindre la lumière

dans les chambres vides pour éviter le gaspillage car l'éclairage représente, à lui seul, 30% de la facture d'électricité. D'autres instructions sont relatives à la rationalisation de l'usage des climatiseurs en été, car cet appareil représente un taux de 40% de la facture d'électricité, tout en évitant l'usage des machines à laver et des fers à repasser, entre autres, durant les périodes de pointe s'étalant entre 18 h et 22 h. « L'adoption de ces instructions peut nous garantir une économie énergétique de 25 à 45% », a assuré le même responsable, soulignant que cette démarche initiée par sa société va toucher tous les citoyens afin de faire de 2017 « l'année de l'économie énergétique ». **Souad H.**

## Prix

### Le pétrole autour des 55 dollars à Londres

**L**es prix du pétrole ont légèrement baissé hier en cours d'échanges européens, après avoir atteint leur plus haut en 17 mois la veille, alors que les marchés analysent l'accord de réduction de la production de l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a reculé de 14 cents à 54,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour le contrat de

janvier a perdu 33 cents à 51,46 dollars. Le recul des prix de ce mardi est à comparer à la hausse record enregistrée depuis que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a annoncé un accord pour abaisser sa production de 1,2 million de barils par jour mercredi dernier. Entre mercredi matin et lundi soir, le prix du baril de Brent a augmenté de près de 18% et celui du WTI de plus de 14%. Mais certains analystes appelaient cependant à la prudence. La question de la baisse de la production des

pays partenaires de l'Opep mais qui ne font pas partie intégrale de l'Organisation n'est toujours pas réglée. L'Opep a annoncé que ses partenaires soutiendraient l'accord en faisant reculer leur production de 600 000 de barils par jour, dont 300 000 barils par jour pour la Russie. Les producteurs membres et non membres de l'Organisation devraient se réunir à Vienne samedi pour discuter des modalités de ce gel, a annoncé mardi le ministre russe de l'Énergie. **R.E.**



Tipasa

# Plus de 15 Mda de redevances détenues par Sonelgaz auprès de ses abonnés

■ Les redevances impayées par les clients de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tipasa ont dépassé les 15 milliards de DA, à décembre courant, a révélé le responsable de la direction, appelant à la rationalisation de l'usage de cette énergie vitale.

Par Ali T.

« Sur ce total, un montant de près de trois milliards de DA a été recouvré par nos services, à fin octobre dernier », a indiqué Hamid Louzi, en marge des portes ouvertes organisées par les agences commerciales locales de Sonelgaz. Le responsable avait annoncé dans un point de presse animé en octobre dernier, la détermination de sa direction à user de son droit aux coupures de gaz et d'électricité à l'encontre des mauvais payeurs, dont les créances accumulées, depuis des années, ont atteint les 18 milliards, dont 6,9 milliards enregistrés à l'actif des ménages et 6,7 à l'actif des administrations publiques et autres collectivités locales, a-t-il fait savoir. M. Louzi a fait part, à ce propos, de l'engagement d'une majorité des collectivités locales à régler leurs dus, après avoir reçu des mises en demeure, d'où la décision prise de ne pas leur couper l'énergie électrique. La décision



a englobé les communes de Messelmoune, Hameur El Ain, Sidi Amar, Bourguigua, Gouraya, Hadjout et Tipasa. Devant l'incapacité des communes de Tipasa et Hadjout de régler leurs

créances, estimées respectivement à 43 et 35 millions de DA, «un délai supplémentaire leur a été accordé avant de procéder aux coupures», a-t-il ajouté. «Nous sommes une entreprise

citoyenne, pour qui les sanctions sont un ultime recours», a-t-il encore tenu à souligner, signalant que l'organisation de ces portes ouvertes participe à la mise en œuvre de la stratégie de

la Sonalgaz, visant la rationalisation et l'économie de l'énergie. «Il s'agit pour nous, a encore ajouté Louzi, d'inculquer aux citoyens des gestes simples qui leur permettront d'économiser l'énergie, en privilégiant notamment l'usage des équipements ménagers conformes aux normes internationales et des ampoules économiques, tout en évitant l'utilisation de certains équipements aux heures de pointe». Selon M. Louzi, la rationalisation de l'usage de l'énergie peut réduire de 50% la consommation électrique, et partant éviter au Trésor public le coût de cette énergie, sachant que la moyenne nationale annuelle de la consumma-

## Médéa 260 foyers raccordés au gaz naturel à travers plusieurs localités

PAS moins de 260 foyers, situés dans plusieurs localités de la wilaya de Médéa, ont été raccordés au réseau local de distribution de gaz naturel, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Financée dans le cadre de la deuxième tranche du programme quinquennal 2010/2014, cette opération a ciblé, selon la même source, quarante foyers situés au niveau du quartier «Hannacha», commune de Ksar-el-boukhari, à 70 km au sud de Médéa, précisant qu'un nombre similaire de foyers, relevant du même quartier, devrait bénéficier également d'un raccordement au réseau de distribution. 158 autres foyers du village de «Souaftia», commune de Ain-Boucif, à 80 km au sud-est, ont également été raccordés au réseau local de distribution de gaz naturel, ont indiqué les services de la wilaya qui font état, en outre, du raccordement de 62 foyers localisés dans le village de «Ouled Fergane», dans la commune de Berrouaghia, à 35 km à l'est de Médéa. La même source annonce, par ailleurs, l'achèvement des travaux de conduites de gaz devant alimenter «prochainement» un nombre appréciable de foyers, situés dans les communes de El-Omaria (est) et Souagui (sud-est), ajoutant qu'un total de 9 962 nouveaux foyers seront alimentés, dans les toutes prochaines semaines, en gaz naturel, à la faveur de ce projet.

Souk Aras

## Lancement d'une opération d'emblavement de 1 500 hectares en lentilles

Une opération d'emblavement de 1 500 hectares en lentilles, ciblant plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras, sera lancée «début de la semaine prochaine», a indiqué le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), Abdelhamid Ayache. Cette action qui vise la résorption des terres en jachère concernera les communes de Taoura, Ouillan, Tifech, M'daourouch, Zaârouria, Merahna, Heddada, Khedara et Sedrata, a précisé à l'APS le même responsable. Afin d'assurer la réussite de cette opération, il a été procédé à la distribution de 119 quintaux de semences de lentilles sur les 800 quintaux disponibles dans la wilaya. La wilaya de Souk Ahras dispose d'une surface de 800 hectares destinée à la production des semences de lentilles et de pois chiches ce qui lui permettra de répondre à ses besoins en matière de ce type de produits agricoles, a indiqué M. Ayache. La

CCLS de la wilaya a établi un programme pour la distribution de 1 170 quintaux de pois chiches, produits sur une surface de 1 200 hectares dont 400 hectares consacrés à la production des semences, a signalé la même source. La production de lentilles réalisée sur une superficie de 160 hectares, au titre de la précédente campagne agricole, a atteint 2 800 quintaux, soit un rendement de 17 quintaux à l'hectare, a relevé le directeur de la CCLS de Souk Ahras, soulignant que ces résultats ont encouragé les agriculteurs à l'extension de cette culture pour augmenter cette production et, par conséquent, réduire les terres en jachère. La hausse dans la production des lentilles permettra, a estimé M. Ayache, l'augmentation des revenus des agriculteurs des différentes régions de Souk Ahras et contribuera à réduire la facture d'importation des légumes secs. Le chef de l'exécutif local, Abdelghani Filali, avait insisté au

cours des rencontres avec les différents acteurs du secteur de l'agriculture sur la nécessité de promouvoir la culture des légumes secs et l'extension des surfaces réservées aux légumineuses pour atteindre les 3 500 hectares à la fin de l'année 2017, ce qui devra, a-t-il dit, permettre à la wilaya d'occuper la première place dans cette filière agricole. Parallèlement à la campagne de labours-semences en cours dans la wilaya, la CCLS a procédé à la commercialisation de 80% de semences de céréales, toutes espèces confondues, dont 51 603 quintaux de blé dur, 13 617 quintaux de blé tendre, 17 548 d'orge, soit une quantité globale de 82 762 quintaux. Sur les 45 000 quintaux (qx) d'engrais phosphatés accordés à la wilaya, 38 500 qx ont été commercialisés contre 7 500 d'engrais azotés sur un total de 10 000 quintaux, a-t-on relevé à la CCLS.

Said F./Agences

Skikda

## Le secteur de la pêche renforcé par la mise en exploitation du port d'Oued Zhor

Le secteur de la pêche dans la wilaya de Skikda a été renforcé par la mise en exploitation du port d'Oued Zhor, situé à 150 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, a-t-on constaté. L'opération de mise en exploitation de cette infrastructure portuaire a été présidée par le chef de l'exécutif local, Abdelhakim Chatter, au cours de sa visite de travail et d'inspection à la daïra d'Oued Atia, dont relève administrativement la commune d'Oued Zhor. Le même responsable a insisté sur l'importance d'une exploitation optimale et maîtrisée de cette nouvelle infrastructure d'autant plus, a-t-il ajouté, que la plupart des

habitants de la région s'adonnent à l'activité de la pêche. Ce port de pêche est conçu pour abriter 24 sardiniers, 60 embarcations petits métiers, 62 bateaux de plaisance et deux grands voiliers de 20 mètres, selon les explications fournies sur place. La réalisation de ce port de pêche, confiée à une entreprise algéro-turque, vise notamment à doter cette partie du littoral oranais, connue pour ses potentialités halieutiques, d'un site moderne répondant aux attentes des gens de la mer de cette localité balnéaire. L'infrastructure a été aménagée sur une superficie de 2,9 hectares avec un bassin

pour bateaux de 3,3 hectares. Sa réalisation a été confiée à un groupement algéro-croate, nécessitant une enveloppe financière de 4 milliards de dinars, selon la même source. L'exploitation de cette infrastructure contribuera, a ajouté la même source, à la création de 60 postes de travail pour les pêcheurs des wilayas de Skikda et de Jijel. Ce port contribuera également à l'organisation de l'activité de la pêche dans cette région enclavée et à la dynamisation de l'économie locale, a affirmé le directeur de la pêche et des ressources halieutiques.

Selma N.

R. R.



Libye

# Daech vaincu à Syrte, après six mois de combats

■ Commencée à la mi-mai, l'offensive contre le sanctuaire de l'EI s'est achevée par la victoire totale des forces reconnaissant l'autorité du gouvernement d'union nationale de Faïez Sarraj. Cette fois, c'est bien la fin.



Par Kamel L.

L'organisation Etat Islamique (EI) n'existe plus à Syrte, ville du littoral de la Libye centrale, dont le mouvement djihadiste avait fait sa place forte en Afrique du Nord. Après plus de six mois de combats acharnés, la bataille de Syrte a cessé dans la matinée du lundi 5 décembre, alors que les forces assaillantes de la coalition militaire d'Al-Bunyan Al-Marsous, dont la base est localisée dans la ville

voisine de Misrata, ont formellement proclamé leur «victoire», ce dont elles s'étaient jusque-là gardées, tant que persistaient des poches de résistance résiduelle. La prise de Syrte à l'EI marque un tournant majeur dans l'équilibre géopolitique du littoral libyen, même s'il ne met pas fin à la présence de l'organisation djihadiste dans d'autres régions du pays, notamment dans le Sud. Plus qu'une victoire purement militaire, c'est la symbolique d'un sanctuaire inexpugnable qui vient de tomber. Au faite de sa puissance de

mai 2015 à mai 2016, l'EI avait exercé son emprise autour de Syrte sur deux cents kilomètres de long et une cinquantaine de kilomètres de profondeur.

## Guérilla urbaine, snipers, voitures-suicides et mines

Pourtant, la victoire a un goût amer. L'EI aura opposé une résistance acharnée aux assaillants d'Al-Bunyan Al-Marsous, bien plus coriace que celle imaginée initialement.

Lors du déclenchement de l'offensive, le 12 mai, les officiels de Misrata affirmaient que l'EI ne tiendrait que quelques semaines. Les combattants de l'EI, évalués à quelques milliers – probablement trois mille – auront finalement résisté plus de six longs mois. Epousant les tactiques de guérilla urbaine centrées sur le recours à des snipers, des voitures-suicides et le minage à grande échelle des rues, les djihadistes ont infligé des pertes élevées aux forces d'Al-Bunyan Al-Marsous.

Ces dernières ont eu à déplorer près de 700 morts et 3 000 blessés dans leurs rangs, portant lourdement atteinte au moral de la population de Misrata, la base arrière de l'offensive. Le recours aux frappes aériennes des Américains aura offert un très précieux secours aux assaillants d'Al-Bunyan Al-Marsous, qui reconnaissent l'autorité du gouvernement d'union nationale de Faïez Sarraj, activement soutenu par les Nations unies et les capitales occidentales.

## Contre tout procès pour «colonialisme»

Du début août à la fin octobre, quelque 367 frappes ont été conduites par les Américains à la «requête» du gouvernement d'union de M. Sarraj, a insisté Washington, afin de contrer tout procès pour «colonialisme». Ce

soutien aérien n'a toutefois pas permis d'accélérer aussi vite qu'escompté la prise des derniers bastions de l'EI, Américains et officiels de Misrata affirmant vouloir épargner les dizaines de familles demeurées jusqu'au bout avec les derniers combattants de l'EI.

La destruction du sanctuaire djihadiste à Syrte ouvre une période nouvelle, mais grevée d'incertitudes. Permettra-t-elle de consolider l'assise politique de M. Sarraj en Tripolitaine (ouest), où son autorité est de plus en plus ouvertement défiée par les milices, comme l'ont illustré les combats de ces derniers jours au cœur de Tripoli ? Lui permettra-t-elle de rééquilibrer en sa faveur le rapport de force avec son principal concurrent, le général Khalifa Haftar, chef militaire de la Cyrénaïque (est), qui refuse de la reconnaître comme légitime ? Et enfin, comment sécuriser pleinement la région autour de Syrte où, au-delà du phénomène EI, fermentent de vives rancœurs à l'encontre des forces de Misrata accusées d'hégémonisme par les cités voisines ? Pour importante qu'elle soit, la chute de l'Etat islamique à Syrte n'est qu'un épisode dans la guerre multidimensionnelle – dont la clé est la fragmentation territoriale – qui mine l'ancien géant pétrolier d'Afrique depuis la chute de Mouammar Kaddafi, en octobre 2011.

K. L./Agences

Tunisie/ Pour revendiquer des droits économiques et sociaux

## Rassemblement de protestation le 10 décembre

Un rassemblement de protestation regroupant tous les mouvements sociaux sera organisé par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), samedi 10 décembre 2016 devant l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des droits de l'Homme, pour demander au gouvernement de trouver des solutions urgentes aux situations des catégories vulnérables, annonce Abdelharrmane Hedhli, président de la FTDES. Il a indiqué, lors d'une conférence de presse, que 1 500 à 2 000 personnes sont attendues pour participer à ce rassemblement, précisant que les ouvriers des chantiers, les chômeurs et les familles des disparus en Italie seront présents à cette manifestation pour «faire entendre la voix des catégories marginalisées et demander l'amélioration de leurs situations sociales et économique, d'une part, et l'arrêt des poursuites sécuritaires et judiciaires à l'encontre des demandeurs d'emploi, d'autre part». «Si ces revendications ne sont pas satisfaites, le FTDES organisera des mouvements pacifiques dans

toutes les régions le 14 janvier 2017», a prévenu Hedhli qui a estimé que les gouvernements successifs après la révolution «ont fait preuve d'atermoiement et de négligence dans le traitement des dossiers sociaux». Le dirigeant du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux a précisé que la manifestation du 10 décembre devant l'ARP clôturera des mouvements organisés dans le cadre d'une semaine de

solidarité du 5 au 10 décembre 2016 sous le signe «Nous ne renonçons pas à nos droits». Hedhli a dénoncé par ailleurs le traitement sécuritaire et juridique par le gouvernement des mouvements sociaux, jugeant très sévères les peines infligées à un certain nombre de protestataires.

Dans ce contexte, Imen Bjaoui, avocate et membre du comité directeur de la FTDES, a appelé «à l'annulation des articles

incriminant les mouvements sociaux compte tenu de leurs inconstitutionnalité». Bejaoui a exprimé à cet égard son étonnement face aux poursuites judiciaires contre de jeunes protestataires sur la base des articles datant d'avant l'indépendance, à l'instar du décret beylical de l'année 1953 portant sur le blocage des routes. «Ces textes sapent le droit syndical et le droit de manifester», a martelé Bejaoui qui a

révélé que plusieurs jeunes protestataires encourent dans différentes régions du pays entre 4 et 17 ans d'emprisonnement. «Les mouvements sociaux, menés par des catégories défavorisées ont montré les limites du modèle de développement actuel qui a consacré les disparités régionales et aggravé le chômage», a estimé Imene Bejaoui

Faiza O./Directinfo

Sahara occidental

## L'occupation marocaine est similaire à l'occupation israélienne de la Palestine

L'OCCUPATION du Sahara occidental par le Maroc est similaire à l'occupation de la Palestine par Israël, a estimé, à Boudjedour, Moussa Mohamed El Khazendar, membre du Comité palestinien de solidarité avec le peuple sahraoui. Dans une déclaration à la presse, M. Moussa Mohamed a précisé qu'il y avait des «points communs entre la cause sahraouie et la cause palestinienne, à savoir l'injustice et la répression des colonialismes marocain et israélien». Les Sahraouis souffrent des conséquences du régime marocain réactionnaire tout comme les Palestiniens font face à une répression sanglante sous occupation israélienne, a-t-il précisé. Le responsable a fait savoir que sa participation aux travaux du 8<sup>e</sup> congrès de l'Union générale des travailleurs sahraouis de Sakiet El-Hamra et Oued-Edhahab (Ugtsario) intervient non seulement pour exprimer la «solidarité avec le peuple sahraoui, mais également pour réaffirmer le soutien à son droit à l'autodétermination» et œuvrer à ce qu'il y ait un «rôle commun pour défendre les droits des deux peuples frères».

Il a ajouté, dans ce sens, que le congrès vient concrétiser la relation historique qui lie les deux causes depuis la création du Front

Polisario, ajoutant que les Palestiniens sont conscients des souffrances du peuple sahraoui du fait qu'eux aussi sont encore sous emprise coloniale.

## Un deuxième tour pour l'élection du nouveau secrétaire général de l'Ugtsario

Un deuxième tour sera organisé pour l'élection du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs sahraouis de Sakiet El-Hamra et Oued-Edhahab (Ugtsario), aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue durant le scrutin de lundi, a annoncé la commission chargée de superviser l'élection. Aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue qui lui permet d'accéder à ce poste sans recourir à un deuxième tour tel que stipulé dans l'article 54 des statuts de l'Ugtsario, selon les résultats annoncés par la commission chargée des élections. Le nombre de voix exprimées est de 476 dont une seule voix annulée. Le nombre de bulletins blancs est de 7 contre 400 bulletins validés. R. M.





## Scandale en Corée du Sud

## Les grands patrons sur la sellette

■ Les capitaines d'industrie sud-coréens, y compris celui du géant Samsung, peinaient hier à défendre leurs pratiques entrepreneuriales devant une commission parlementaire d'enquête sur un retentissant scandale de corruption qui fascine le pays.

Les huit plus grands patrons du pays, d'ordinaire réticents à toute publicité, ont été interrogés sans merci devant des millions de téléspectateurs au sujet de leurs donations à deux fondations douteuses contrôlées par Choi Soo-Sil, amie proche de la présidente Park Geun-Hye.

M<sup>me</sup> Choi attend son procès pour extorsion et abus de pouvoir. M<sup>me</sup> Park affronte vendredi une motion de destitution qui semble assurée d'être votée, plus de 30 députés rebelles de son propre parti conservateur – le Saenuri – étant désormais favorables au texte.

Surnommée «Raspoutine» par la presse, M<sup>me</sup> Choi est accusée d'avoir utilisé ses relations d'amitié avec la présidente pour forcer les groupes industriels à verser de l'argent aux fondations en question, et de s'être servie de ces dernières comme tirelire

personnelle. La présidente est suspectée de complicité. Les auditions sont diffusées en direct par les principales chaînes sud-coréennes, moments très inconfortables pour des chefs d'entreprise qui n'ont pas l'habitude de répondre aux questions ou de se justifier.

Ils ont démenti avoir troqué de l'argent contre des faveurs, laissant entendre qu'ils étaient régulièrement l'objet de pressions de la part du sommet du pouvoir.

«C'est difficile pour des entreprises de refuser une demande de la Maison bleue», la présidente sud-coréenne, a dit Huh Chang-Soo, président de GS Group et de la Fédération des industries coréennes. «Les entreprises n'ont d'autre choix que de suivre la politique gouvernementale», a renchéri Koo Bon-Moo, patron de LG. Le vice-président de Samsung Electronics et héritier présomptif de l'empire Samsung, Lee Jae-Yong, a semblé très mal à l'aise, cherchant à détourner les questions sur la complicité du groupe, énonçant des regrets généraux lors de réponses toutes faites.

«J'ai tant de faiblesses et Samsung a des choses à corriger», a-t-il répondu comme on lui demandait s'il était d'accord pour considérer que les entreprises étaient entrées en collusion avec la confidente de l'ombre, en connaissance de cause. «Cette crise m'a fait prendre conscience que nous avons besoin de changer pour répondre aux attentes du public», a-t-il dit, ignorant un député qui lui demandait sans



cesse : «Répondez à la question !».

Samsung reçoit de nombreuses demandes de financements, a ajouté M. Lee. «Mais nous n'apportons jamais notre soutien ou nos financements en échange de quelque chose».

La liste des témoins ressemble à un who's who de l'élite entrepreneuriale de Corée du Sud. Y figurent aussi les présidents de Hyundai Motors, Chung Mong-Koo, et de Lotte, Shin Dong-Bin. Leurs conglomérats familiaux géants, les fameux «chaebols», dominent depuis des décennies la marche d'une économie portée par les exportations, la quatrième d'Asie.

Premier conglomérat du pays, Samsung est celui qui a ouvert le plus grand les cordons de sa bourse en donnant aux fondations de M<sup>me</sup> Choi 20 milliards de won (17 millions de

dollars), suivi par Hyundai, SK, LG et Lotte. Samsung est en outre soupçonné par le parquet d'avoir financé à hauteur de plusieurs millions d'euros la formation équestre de la fille de M<sup>me</sup> Choi en Allemagne.

Du côté de l'enquête judiciaire, le parquet veut aussi savoir si Samsung a fait pression sur le gouvernement pour obtenir le soutien de la Caisse nationale de retraite lors d'une fusion controversée en 2015.

Le seul précédent à ces audi-

tions date de 1988, un an après le retour de la démocratie présidentielle après des décennies de règne militaire. Les patrons de «chaebols» avaient alors été interrogés par les députés sur des dons à une autre fondation, créée essentiellement pour servir de caisse noire à l'ancien homme fort Chun Doo-Hwan.

Le scandale actuel a déclenché des manifestations monstre et mis en lumière l'écart croissant des niveaux de richesses en Corée du Sud, le ressentiment de l'opinion quant à la vie dorée des privilégiés, politiques ou élite entrepreneuriale.

Devant l'Assemblée nationale, des manifestants ont accueilli les capitaines d'industrie aux cris de «Enfermez-les !».

«Il est extrêmement rare que ces gens soient exposés au regard du public de cette manière», a commenté Chung Sun-Sup, président de Chaebol.com, un site de surveillance du comportement des entreprises. «Les gens les détestent à cause de leur conduite et leur envie leur richesse. Pour beaucoup, voir le Parlement les cuisiner est une forme d'exutoire».

## Birmanie

## 21 000 Rohingyas sont passés au Bangladesh

Quelque 21 000 réfugiés rohingyas sont entrés au Bangladesh en deux mois, a indiqué, hier, une responsable de l'OIM, au sujet des membres de cette minorité musulmane fuyant une armée birmane accusée de massacres et de viols. Depuis octobre, des Rohingyas déferlent en flux continu à la frontière du Bangladesh, où les patrouilles ont été renforcées pour essayer d'empêcher le passage de ces populations apportant des récits de meurtres, de viols en réunion et de tortures commis par les soldats birmans.

«Un nombre de Rohingyas estimé à 21 000 est arrivé dans le district de Cox's Bazar entre le 9 octobre et le 2 décembre», a déclaré à l'AFP Sanjukta Sahany, directrice de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour cette région à la pointe sud-est du Bangladesh, frontalière de l'État birman du Rakhine (ouest) où vivent les Rohingyas. Cette estimation provient de données collectées par les différentes agences des Nations unies ainsi que des ONG internationales, a-t-elle précisé. Ces réfugiés se disséminent dans des campements improvisés, des camps de réfugiés préexistants

ainsi que dans les villages de la région, a-t-elle indiqué. D'après les Nations unies, plus de 30 000 personnes ont été déplacées par les violences au Rakhine qui ont fait des dizaines de morts depuis le début de l'opération de l'armée birmane à la suite d'attaques de postes de police début octobre. Le Bangladesh a déjà sur son sol près de 230 000 réfugiés rohingyas, legs de vagues de violences successives au cours des dernières décennies. La dispositif de surveillance de ses frontières a été renforcé pour barrer le passage aux nouveaux arrivants, qui tentent souvent leur chance de nuit. Ceux qui sont interpellés par les forces de l'ordre bangladaises sont aussitôt refoulés vers la Birmanie. Dans la nuit de dimanche à lundi, une embarcation transportant une trentaine de Rohingyas, dont des femmes et des enfants, a coulé après avoir été prise en chasse par un bateau pneumatique de l'armée birmane sur le fleuve Naf, qui sépare le Bangladesh du Rakhine. Au moins une femme, récupérée par des pêcheurs bangladais interrogés par l'AFP, a survécu. Le sort des autres passagers était inconnu. La vague de violences dans l'ouest du pays

vient ternir l'image du gouvernement birman, dirigé de facto par la prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi. Depuis le début de la crise, elle ne s'exprime presque pas sur le sujet, s'attirant les critiques de la communauté internationale mais préservant ainsi le fragile équilibre avec l'armée, qui échappe à son contrôle. Lors d'un déplacement à Singapour la semaine dernière, la «dame de Rangoun» a prôné en termes vagues «la réconciliation nationale dans son pays», sans faire allusion directement à la situation des Rohingyas. Fin novembre, un représentant de l'ONU au Bangladesh avait accusé la Birmanie d'avoir entrepris une campagne de «nettoyage ethnique» contre les Rohingyas. Selon Human Rights Watch, qui s'appuie sur des images satellites, plus de 1 000 maisons de Rohingyas ont été incendiées en État Rakhine récemment. L'armée birmane conteste être à l'origine de ces destructions et affirme que les Rohingyas incendient leurs propres maisons. La minorité musulmane des Rohingyas est perçue comme étrangère en Birmanie, bien que certains de ses membres y vivent depuis des générations.



## Points chauds

## Continuité

Par Fouzia Mahmoudi

Angela Merkel est-elle le dernier rempart contre le populisme en Allemagne ? C'est du moins de cette façon que son équipe de campagne tente de la présenter pour booster sa quatrième candidature à la chancellerie. Mais avant cela elle doit d'abord être élue à la tête de son parti. Quelque 1 001 délégués de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) réunis en congrès à Essen (ouest) doivent ainsi adouber Merkel, deux semaines après qu'elle a annoncé briguer un nouveau mandat de quatre ans à la tête du gouvernement, lors des élections qui auront probablement lieu en septembre prochain. Après onze ans de pouvoir, la chancellerie bat des records de longévité parmi les dirigeants des pays occidentaux et a désormais en ligne de mire les records nationaux de Konrad Adenauer (14 ans) et Helmut Kohl (16 ans). Seule candidate à sa propre succession à la présidence de la CDU, la dirigeante de 62 ans devrait surtout définir, lors d'un discours très attendu hier en milieu de journée, les grandes lignes de son programme pour le scrutin de 2017. Le vote des délégués pour lui accorder un 9<sup>e</sup> mandat de présidente de la CDU est ensuite prévu en début d'après-midi. Lors de sa réélection en 2014, elle avait obtenu 96,7% des suffrages, l'un de ses meilleurs scores en 16 ans à la tête de ce parti, pilier de la vie politique d'après-guerre. En annonçant fin novembre vouloir rester chancellerie, Angela Merkel s'est contentée de généralités en promettant d'incarner la continuité face aux turbulences mondiales. Elle s'est présentée en rempart devant la montée du populisme en Allemagne et dans le monde, en gardienne des valeurs démocratiques notamment après la victoire de Donald Trump aux États-Unis. Le Brexit, la démission du Chef du gouvernement italien Matteo Renzi après sa défaite au référendum de dimanche, mais aussi l'ascension de la responsable du parti d'extrême droite en France Marine Le Pen, n'ont fait que renforcer les inquiétudes en Europe. Néanmoins, dans les rangs de son propre parti, Merkel assiste aussi à un certain ras-le-bol. Lors de rencontres préparatoires au congrès, elle a essuyé les critiques virulentes de certains militants. Certains critiquent sa mainmise sur la CDU. «Ce que vous faites, c'est du culte de la personnalité», a dénoncé un chrétien-démocrate à Iéna (Est) vendredi. D'autres n'ont pas digéré l'accueil des réfugiés : «Madame la chancellerie, démissionnez !», lui a lancé un militant la semaine dernière en pleine réunion publique à Karlsruhe. Reste à savoir si le parti choisira le renouvellement, alors que le pays connaît une crise identitaire sans précédent ou s'il préfère la sécurité et la continuité avec Merkel même si ses décisions, ces dernières années, ont été souvent critiquées.

F. M.





Consulat général d'Algérie à New York

## Projection du film «Le puits» de Lotfi Bouchouchi

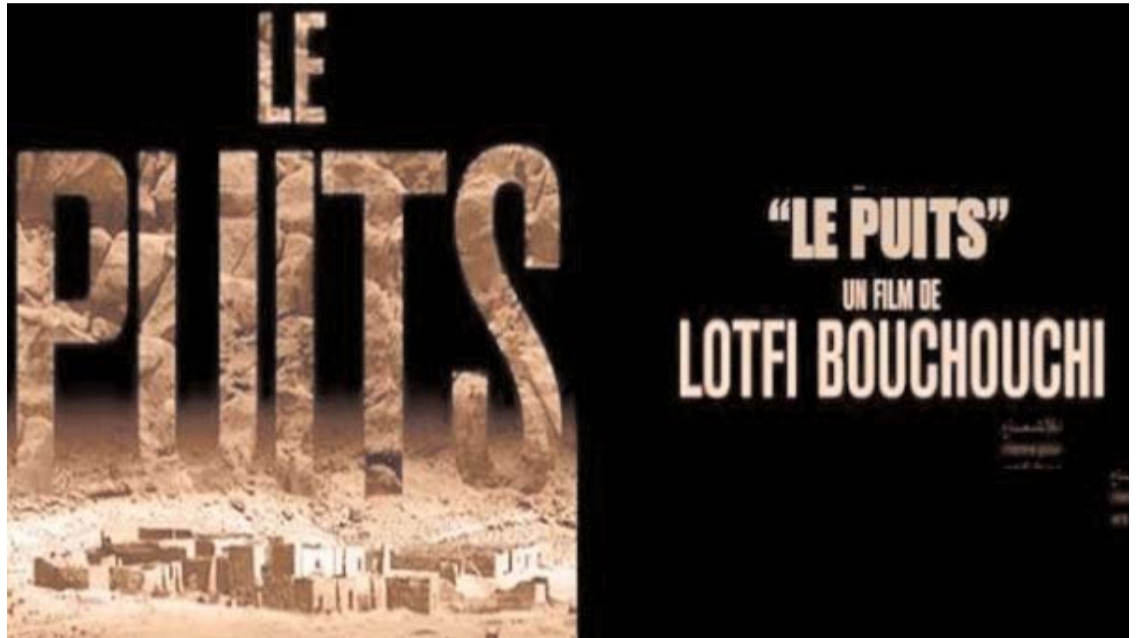
■ Plusieurs fois primé, «Le Puits» a déjà raflé le Grand prix du meilleur long métrage du 9<sup>e</sup> festival international du film de Mascate (Sultanat d'Oman) en plus de quatre autres prix lors du 31<sup>e</sup> Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie (Egypte), dont le Grand prix du meilleur film arabe.

Par Adéla S.

Le Consulat général d'Algérie à New York a organisé dimanche la projection du film «Le puits» du réalisateur algérien Lotfi Bouchouchi, un long métrage de fiction proposé pour représenter l'Algérie aux 89<sup>e</sup> des Oscars du cinéma.

La projection de ce film coïncide avec la visite qu'effectue Lotfi Bouchouchi aux Etats-Unis pour promouvoir son œuvre.

Les membres de la communauté nationale et du corps diplomatique à New York ont découvert ce long métrage, proposé à la sélection des Oscars 2017, dans la catégorie du meilleur film en langue étrangère.



### Théâtre

## «Le voyage de Fahim et le computer», nouvelle pièce du TR Constantine

«*Rihlat fahim oua El hasoub*» (Le voyage de Fahim et le computer) est la nouvelle pièce pour enfants du théâtre régional de Constantine dont la générale est annoncée pour jeudi par le metteur en scène Salah-Eddine Milat.

L'œuvre aborde les rapports de l'enfant à l'internet et l'influence positive et négative des nouvelles technologies de l'information sur les enfants et la place qui reste au livre dans le processus d'apprentissage, a précisé le metteur en scène.

Ecrite par Sofiane Hocine, le spectacle de 55 minutes est inter-

prété par 6 comédiens dont Salim Oudina, Serhane Daoudi, Nabil Messahel, Yasmine Abassi, Faïza Chideb et Maïssa Milat, a ajouté le même artiste qui a relevé que la préparation de ce spectacle a nécessité 7 mois de travail continu.

Salah-Eddine Milat a déjà réalisé deux pièces pour enfants «*Le cirque*» en 2010 et «*Queue de cheval*» en 2012. Il a également signé Maâdoubat elliâm (Le festin des vilains) dédié au héros numide Jugurtha dans le cadre de la manifestation Constantine, capitale de la culture arabe.

R. C.

re. Sa projection a été organisée dans le cadre des activités culturelles commémoratives de l'anniversaire du déclenchement de la révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954 et des manifestations populaires du 11 décembre 1960, précise le consulat.

Cette démarche intervient également en perspective de la

89<sup>e</sup> édition des Oscars du cinéma 2017, selon la représentation diplomatique.

Plusieurs fois primé, «Le Puits» a déjà raflé le Grand prix du meilleur long métrage du 9<sup>e</sup> festival international du film de Mascate (Sultanat d'Oman) en plus de quatre autres prix lors du 31<sup>e</sup> Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie (Egypte), dont le Grand prix du meilleur film arabe.

Il a également remporté le Grand prix du 5<sup>e</sup> Festival maghrébin d'Oujda (Maroc) et dernièrement le prix du meilleur réalisateur au 9<sup>e</sup> Festival international d'Oran du film arabe.

A. S./APS

### Journées maghrébines de la photographie à Biskra

## Zoom sur les paysages touristiques

Plusieurs photos des paysages touristiques sont depuis lundi exposées au public à la maison de la culture Ahmed Rédha-Houhou de Biskra dans le cadre des journées maghrébines de la photographie.

Placée sous le slogan «Photo et patrimoine touristique», la manifestation fait découvrir à son

visiteur les plus beaux coins d'Algérie, de la Casbah d'Alger aux séculaires Ksour d'Adrar en passant par le plateau de Lalla Setti à Tlemcen, les balcons de Ghoufi à Batna, la forteresse de Djemina à Biskra et le barrage géant de Béni Haroun.

Les objectifs des photographes amateurs présents n'ont

pas raté les féériques caravanes des chameliers d'Illizi, les exhibitions chevaleresques de fantasia de Tiaret, les veillées de thé à Tamanrasset et la cueillette des olives en Kabylie.

Quatre photographes tunisiens sont attendus à cette manifestation de quatre jours, a indiqué sa coordinatrice Fella Gherib. Un atelier de formation à la photographie est parallèlement organisé au profit de ceux qui désirent s'initier à cet art.

Ces journées sont organisées conjointement par l'association des photographes amateurs et le comité des fêtes de la commune de Biskra.

Racim C.

### Ouargla

## Début de prise de conscience de l'intérêt à l'égard de l'enfance

L'intérêt manifesté à la littérature pour enfant, axe nodal du festival international culturel du livre, de la littérature et de la poésie (FICLPO) constitue un début de prise de conscience à l'égard de l'enfance et de l'imaginaire de l'enfant pour émanciper ses compétences, a estimé, lundi à Ouargla, le directeur du développement et de la valorisation des arts au ministère de la Culture.

Hakim Mouloud a expliqué, en ouverture de la troisième édition de ce festival, à la bibliothèque principale publique d'Ouargla, que l'importance accordée à l'imaginaire de l'enfant, à la faveur de l'organisation de pareilles manifestations dédiées aux questions de cette frange de la société, contribue indubitablement au développement de l'enfant et sa protection des maux sociaux.

Le même responsable a mis en valeur cette manifestation traitant d'un aspect de ce genre littéraire, dans le monde arabe en général, et en Algérie en particulier, en vue de déterminer sa capacité de prendre en charge et de répondre aux besoins éducatifs et culturels de l'enfant dans le monde arabe.

L'organisation de cet événement culturel tend à instaurer des traditions culturelles qu'œuvrent l'Etat et le ministère de la Culture à asseoir et à accorder toute l'importance à la scène culturelle, en tant que support et espace idoines à même de permettre à la société d'agir et de se développer.

Le commissaire du festival, Mokhtar Kermida, a, de son côté, souligné l'objectif de cet événement qui focalise, lors de cette 3<sup>e</sup> édition, sur l'ancrage d'une culture intelligente à partir de la lecture, son rôle dans l'immunisation de l'enfant à l'ère du développement des technologies de la communication et de la propagation des fléaux sociaux, dont les enlèvements d'enfants.

Il a appelé, en outre, à arrêter des programmes spécifiques, l'ouverture des canaux disponibles afin de renforcer ce volet et de développer l'imaginaire de l'enfant et le préserver de l'oisiveté, source de délinquance.

La première séance de cette rencontre a permis de débattre d'autres questions, à l'instar du thème avancé par le Dr. Ahmed Hamed Nouaïmi (Jordanie) qui a abordé la

situation des institutions de la société civile activant dans le champ de l'enfance, leur mission dans la protection de cette catégorie sociale, en plus de la présentation, par le Dr. Djelaoudji de l'université de Bord Bou Arreridj, d'exemples d'écritures de l'enfant dans les domaines du théâtre et du conte.

Initié par la direction de la Culture d'Ouargla, ce festival (5-8 décembre) se poursuivra par d'autres communications à être animées par des participants d'Algérie, Tunisie, Egypte, Mauritanie et de France, en plus de joutes poétiques dans les genres Populaire et Façih (classique).

Un salon du livre, mis sur pied en marge de cette manifestation, avec la participation de 40 maisons d'édition, a drainé un large public venu s'enquérir et puiser des nouvelles éditions et ouvrages.

Cette manifestation vise, à travers l'exposition des titres relevant de divers champs de la science et du savoir, l'encouragement de la lecture et la sensibilisation sur son impact dans la formation de la personnalité de l'enfant et de la société.

Halim G.

### AGENDA CULTUREL

Musée national du Bardo  
Jusqu'à la fin de l'année :  
Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

Musée national des Beaux-Arts  
Jusqu'au 12 décembre :  
Rétrospective des œuvres de l'artiste Souhila Belbahar.

Galerie Dar El Kenz  
Jusqu'au 10 décembre :  
Exposition de peinture «Bettina» de l'artiste allemande Bettina Heinen Ayech.

Bastion 23  
Jusqu'au 10 décembre :  
Exposition «L'art Yadjouz» pour lutter contre les discriminations et les violences à l'égard des femmes.



## Coup-franc direct

Gérer sa carrière ou songer aux couleurs ?

Par Mahfoud M.

**A**vec l'approche de la CAN qui se jouera au mois de janvier prochain, les joueurs africains, notamment ceux de notre équipe nationale, seront devant un grand dilemme. En effet, ces derniers seront tiraillés entre la gestion de leur carrière et la défense des couleurs de leurs sélections respectives. Il faut savoir qu'il leur sera difficile de s'absenter un mois durant, le temps que prendra le tournoi africain, sans que cela n'ait une incidence directe sur leur carrière qui pourrait être perturbée, voire complètement détruite. En effet, les clubs européens ne se posent pas trop de questions quand ils doivent remplacer certains de leurs éléments qui décideraient de prendre part à la CAN. Ils engagent, ou tentent, des joueurs d'égale valeur qui auraient comme objectif de les remplacer tout au long de ce tournoi, sachant que le championnat se poursuit sur le vieux Continent durant cette période et surtout en Angleterre où le «boxing days» ne prend pas en considération la trêve d'hiver. Pour les Britishs, le football est une vraie passion et une distraction qu'ils ne souhaitent pas arrêter durant la période des fêtes. Nos joueurs pensent-ils vraiment à honorer la convocation de la sélection sans être sous pression ? Il sera difficile de le croire, même si leurs corps seront au Gabon où se déroulera le tournoi, leur tête, elle, sera ailleurs et cela pourrait compliquer la tâche des Verts pour revenir avec un résultat probant.

M. M.

### Championnat arabe (cadets/juniors) de Judo L'EN décroche la première place

**LES SELECTIONS** algériennes cadette et junior de judo (garçons et filles) ont décroché la première place au classement général des Championnats arabes 2016, clôturés lundi à Tunis (Tunisie) avec un total de 36 médailles : 15 or, 10 argent et 11 bronze. Sur le podium, l'Algérie a devancé respectivement le Maroc, l'Arabie saoudite et la Tunisie, pays organisateur de cette compétition, accueillie par la capitale Tunis du 30 novembre au 5 décembre. Les médaillés d'or algériens en garçons sont : Denni Aymen, Aloui Ramzi, Khelfaoui Fakhreddine, Haddad Hamanou, Santouh Mohamed, Zemmouri Yacine, Groug Mohamed et Oussama Bensakhri. Chez les filles, les médaillées d'or sont : Kadour Khadidja, Hadel Nesrine, Boudjemil Nasrine, Zina Bouakkache, Karima Kechout, Ichallal Louisa et Mellouk Yasmine. Les médaillés en argent chez les garçons sont : Mokhfi Ala-Eddine, Laoued Abderrahmane, Denni Aymen, Cheyoukh Salah et Bouamar Mustapha. Chez les filles, les médaillées d'argent sont : Rezzik Imane, Kadour Houaria, Belahouaoui Rania et Sahnoun Sandra. Les médaillés en bronze chez les garçons sont : Souici chams-Eddine Mabrouk Abdelkader et Benzebboudj Smail, ainsi que Bounacer Meroua Kebbane Saâdia, Soukhane Sarah, Saoud Lamia, Benfetima Lydia, Mameri Marwa et Cheikh Thala chez les filles. A ce total de 34 médailles s'ajoutent deux autres «breloques», une en argent et l'autre en bronze, décrochées dans les épreuves «par équipe», pour un total de 36 médailles. Certains athlètes ont participé à ces championnats arabes en cadet et en junior, à l'instar de Denni Aymen, ayant pris l'or avec les plus jeunes et l'argent avec les aînés. La Fédération algérienne de judo s'est dite «satisfaite des résultats obtenus» et s'est empressée d'adresser des messages de «félicitations» aux athlètes, ainsi qu'à leurs entraîneurs. «Bravo à nos médaillés aux Championnats arabes de judo. Encore une fois félicitation et bonne continuation», a posté l'instance fédérale sur les réseaux sociaux.

### Equitation/Saut d'obstacles

#### Un concours national à Relizane

**LE CONCOURS** national de saut d'obstacles, prix de la ville de Relizane, aura lieu du 8 au 10 décembre au centre équestre «Ahmed-Ben-Bella» de Relizane, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération équestre algérienne (FEA). Dix épreuves sont au programme de cette manifestation hippique de trois jours, organisée par le club équestre de la wilaya de Relizane en collaboration avec la FEA et qui devra regrouper plus de 80 cavaliers de 15 clubs du pays, dans les catégories cadets, juniors et seniors, titulaires des 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> degrés. La première journée prévoit le déroulement de deux épreuves s'adressant aux cavaliers cadets, juniors et seniors titulaires du 1<sup>er</sup> degré et montant des chevaux âgés de 4 ans et 5 ans avec des obstacles de 1 à 1,15 mètre. Le

lendemain, c'est au tour de quatre autres épreuves (préparatoire, Medium, Small et Big), qui font appel aux cavaliers cadets, juniors et seniors titulaires des 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> degrés, enfourchant des chevaux âgés de 4 ans, 5 ans et 6 ans, avec dimension des obstacles de 1,05 à 1,25 m, avec difficultés progressives et joker jugé au chronomètre. Cette manifestation équestre sera clôturée avec la 9<sup>e</sup> épreuve destinée aux cavaliers cadets titulaires du 1<sup>er</sup> degré et chevaux 6 ans et plus, qui sera disputée sans le chronomètre sur des obstacles de 1,05 mètre, suivie de la dernière épreuve du prix de la ville de Relizane réservée aux cavaliers seniors titulaires du 1<sup>er</sup> degré et aux chevaux âgés de 5 ans et plus avec des obstacles de 1,15m.

## Convoité par les gros bras de la Ligue 1 Hamia jugé transférable par Boukelkal cet hiver

■ Le président de l'Olympique Médéa, Mahfoud Boukelkal, a indiqué qu'il ne s'opposait pas à un éventuel transfert de l'actuel buteur du championnat Mohamed Amine Hamia cet hiver.

Par Mahfoud M.

«**L**a presse a évoqué, ces derniers temps, un éventuel transfert de Hamia à la JS Kabylie ou au MC Alger, mais nous n'avons reçu aucune offre officielle. C'est un joueur qui est en train d'accomplir son devoir comme il se doit. Je ne suis pas contre l'idée de le céder cet hiver, dans le cas contraire, il continuera la saison à Médéa», a affirmé le premier responsable de la formation du Titteri. Avec six buts dans son escarcelle, Hamia (27 ans) occupe la tête du classement des buteurs de la Ligue 1, devançant d'un but une pléiade de joueurs qui le talonnent de près. «Hamia s'est fait un nom grâce à Médéa, il est devenu la coqueluche du club, maintenant s'il désire changer d'air, je ne peux pas lui dire non», a-t-il ajouté. Mahfoud Boukelkal s'exprimait en marge du tirage au sort des 16<sup>es</sup> et 8<sup>es</sup> de finale de la Coupe d'Algérie. En fait, la réaction du club de Médéa est compréhensible, vu qu'il s'agit d'une formation qui a un faible budget et a besoin de fonds pour espérer continuer la saison dans les meilleures conditions possibles. En effet, Le club du Titteri ne bénéficie pas



L'attaquant de Médéa sera cédé au club qui payera sa lettre de libération

de gros sponsors et compte sur son propre comité de direction qui tente de réunir les fonds qu'il faut pour pouvoir assurer la continuité et la pérennité du club. L'illustration de Hamia est donc un fonds d'or qui s'offre au club qui gagnerait à le transférer cet hiver, surtout que sa valeur

marchande a grimpé et que la majorité des grands clubs souhaitent l'engager, avec la rareté des attaquants racés et efficaces sur le marché des transferts. Le joueur sera donc cédé au plus offrant et à l'équipe qui confirmera son intention de l'engager. **M. M.**

### Football féminin

#### Le Racing Club de St-Denis rend visite au CF Akbou

**L**e Club Football Akbou (CF Akbou) a lancé les premiers échanges sportifs et culturels avec le Racing Saint-Denis (France) de football féminin qui va séjourner du 15 au 23 décembre à Akbou dans le cadre d'un partenariat entre les deux écoles, a-t-on appris auprès du président du CSA Club Football Akbou, Omar Merabet. La délégation française sera composée de 30 personnes dont les membres de l'équipe de football féminin (seniors) du Racing qui évolue dans le championnat régional de France. «Le séjour du Racing s'inscrit dans le cadre de la convention conclue avec le Club Football d'Akbou de

Béjaïa pour l'échange et la formation des entraîneurs et dirigeants. Il est aussi synonyme de la concrétisation du premier contrat de jumelage avec ce club du nord de Paris qui va nous permettre mutuellement de consolider les passerelles de fraternité», a déclaré Omar Merabet. Les deux parties avaient convenu de s'inviter mutuellement pour des stages de courte durée, afin d'avoir notamment la possibilité de se mesurer et d'évaluer leur niveau technique et physique. A l'occasion de ce partenariat, un tournoi de football féminin aura lieu le dimanche 18 décembre au stade Awzellaquen et regroupera le CF Akbou, le FC Béjaïa,

l'USF Oued-Amizour et le Racing Club de St-Denis. Le tournoi se jouera en deux tours, demi-finales et finale. «Nous avons préparé un riche programme pour nos hôtes, qui comprend un séminaire international sur le football féminin organisé par notre club conjointement avec la Ligue de football féminin, des matchs gala, des balades et des visites aux sites touristiques de la région, entre autres. On veut rendre le séjour de nos invités des plus agréables pour qu'ils ne l'oublient pas de sitôt», a assuré le président du CSA Club football Akbou.

### USM Alger

#### Ghislain et Abdelaoui suspendus face à l'ESS

**L'ATTAQUANT** franco-ivoirien, Ghislain Guessan, et le défenseur Ayoub Abdelaoui, suspendus pour cumul de cartons, manqueront la réception de l'ES Sétif vendredi dans le cadre de la 14<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé le club algérois lundi sur son site officiel. Ces deux joueurs ont reçu un avertissement chacun lors de la rencontre face à l'USM Bel-Abbès (défaite 2-1) pour le compte de la 13<sup>e</sup> journée. En revanche, le défenseur central Mohamed Benyahia, rétabli d'une blessure à la cheville, sera opérationnel pour cette affiche. Outre Benyahia, le club champion d'Algérie en titre bénéficiera du retour de son attaquant international olympique Oussama Darfalou, indisponible au cours des trois derniers mois à cause d'une fracture du 5<sup>e</sup> métatarse et qui a repris les entraînements avec le reste du groupe samedi dernier. L'USM Alger, solide leader pendant les 12 premières journées de la compétition, a abandonné son poste le week-end dernier au profit du MC Oran, désormais seul en tête avec 24 points.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

24 arrestations en Espagne

## Saisie de 2,5 tonnes de cocaïne sur un bateau de pêche marocain

LA POLICE espagnole a annoncé, hier, la saisie de plus de 2,5 tonnes de cocaïne sur un bateau de pêche marocain, ainsi que l'arrestation de 24 trafiquants présumés, membres d'un réseau opérant entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Douze personnes qui se trouvaient à bord ont été arrêtées, ainsi que six sur le sol marocain et six autres en Espagne, dont un Colombien présenté comme le chef du groupe, a précisé la police dans un communiqué. Des Colombiens, des Espagnols et des Marocains composaient ce réseau qui disposait d'un «énorme déploiement de bateaux pour le trafic de cocaïne en haute mer», leur permettant d'utiliser trois ou quatre embarcations en même temps afin de rendre plus difficile le travail de la police, selon la même source. En 2015, la police espagnole a saisi au total près de 23 tonnes de cocaïne. R. I.

Escroquerie

## Une fausse ambassade américaine au Ghana a opéré durant dix ans

DES FRAUDEURS se présentant comme des officiers consulaires ont fait fonctionner durant une décennie une fausse ambassade américaine dans la capitale ghanéenne, Accra, où ils imprimaient et délivraient notamment de faux visas, selon un porte-parole du département d'Etat lundi. Mark Toner a précisé que personne n'était entré aux Etats-Unis avec l'un de ces faux visas, reproduits à partir de réels documents de voyage que les escrocs avaient obtenus. «C'est très, très dur de falsifier des visas américains de nos jours, donc l'opération a échoué», a relevé M. Toner. Selon un document du département d'Etat du mois dernier, la

fausse ambassade n'accueillait pas de visiteurs mais ses employés se déplaçaient dans des régions reculées d'Afrique de l'Ouest pour y dénicher de potentiels clients. Les «personnes» de l'ambassade, des gangsters turcs et ghanéens, envoyaient leurs clients à Accra, les logeaient à l'hôtel et leur facturaient jusqu'à 6 000 dollars les faux papiers. Un informateur a aussi alerté les autorités locales à propos d'une fausse ambassade néerlandaise opérant également à Accra. Une enquête est toujours en cours à ce sujet, a précisé à l'AFP un porte-parole du ministre néerlandais des Affaires étrangères, Daphne Kerremans. Lamia Y.

Découverte d'une cache d'armes et de munitions à Adrar

## 20 mitrailleurs Kalachnikov récupérés

UNE CACHE d'armes et de munitions a été découverte et un lot d'armement, composé notamment de vingt pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, a été récupéré, lundi à Adrar, par les unités de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à la vigilance permanente des unités de l'Armée nationale populaire, une cache d'armes et de munitions a été découverte, en fin de journée de ce 5 décembre 2016 au niveau du Secteur opérationnel d'Adrar, près de labande frontalière du territoire de la 3<sup>e</sup> Région militaire», lit-on dans le communiqué. «Le lot d'armement récupéré est constitué de : 20 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 13 chargeurs de munitions, 400 balles 14.5mm, 116 balles 7.62x39», précise-t-on. «Ces opérations de qualité et continues des unités de l'Armée nationale populaire au niveau de la bande frontalière, dénotent de

la ferme détermination à préserver la sécurité de notre pays et la protection des frontières nationales», conclut le MDN. Yanis G.

## les guerres au Moyen-Orient ont fait exploser le nombre de déplacés



Coup d'envoi à Tizi Ouzou

## Premier salon sur le patrimoine culturel immatériel

■ Depuis hier, la maison de culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou abrite le premier Salon du patrimoine culturel immatériel en hommage à Youcef Necib et placé sous le thème «le patrimoine culturel immatériel, entre ressourcement et valorisation», à l'initiative de la direction locale de la culture et d'associations socioculturelles.

Par Hamid M.

Le coup d'envoi de cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 9 décembre courant, a été donné par le secrétaire général de la wilaya et la vice-présidente de l'Assemblée populaire de wilaya. Une riche exposition de produits traditionnels, de matériels utilisés dans l'artisanat, des plats du terroir, de livres traitant du patrimoine du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH) et des stands dyna-

miques de préparation de gâteaux et de plats de cuisine kabyle est installée au niveau du hall de la maison de la culture. Des chants (tivougharine) entonnés par des femmes accompagnent également les stands dynamiques dans la tapisserie, la poterie, la préparation du couscous et le décor d'une maison kabyle traditionnelle. Au pro-



gramme de la cérémonie d'ouverture, une démonstration avec l'association culturelle «Yessis idurar» (les filles des montagnes), la restitution de scènes dans une maison kabyle traditionnelle, la dégustation du petit déjeuner à la traditionnelle, les préparatifs du départ vers le champ, la préparation du couscous (leftil), le rite de célébration d'une naissance d'un enfant, la berceuse (azuzen), le tissage (azetta) et le travail de poterie (afkhar) avec l'association culturelle Aselqem n'talat d'Ath Khir. Des communications porteront autour de plusieurs thèmes relatifs au patrimoine comme «la langue, premier patrimoine culturel et immatériel», «patrimoine culturel immatériel : du particulier à l'universel» et «le rôle des acteurs locaux dans le développement muséal entre motivation culturelle et enjeu économique». D'autres activités ont été programmées à l'occasion de ce salon. H. M.

Criminalité

## Un réseau national de trafic de drogue démantelé à Blida

UN RÉSEAU national de trafic de drogue a été mis hors d'état de nuire par la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Blida, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de ce corps constitué.

Selon la source, les quatre membres (âgés de 28 à 40 ans) de cette bande, tous des récidivistes, ont été arrêtés sur la base d'informations indiquant qu'un réseau de trafiquants de drogue activait sur l'axe Tlemcen-Oran-Tipasa-Blida.

Suite à quoi les éléments combinés de la briga-



Les prévenus seront présentés devant la justice, a-t-on ajouté de même source. H. Y.